

Féminin-Masculin

# Le vagin industriel : vers une économie politique du sexe commercial mondialisée

mercredi 25 mars 2009, par [POULIN Richard](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2009).

**Professeure à l'Université de Melbourne, la féministe radicale Sheila Jeffreys approfondit avec son plus récent essai, « The Industrial Vagina. The Political Economy of the Global Sex Trade » [1], ses analyses sur l'oppression des femmes, plus particulièrement sur l'exploitation sexuelle à une échelle industrielle.**

Sommaire

- [Une hypothèse à fouiller](#)
- [Déconstruction](#)
- [Droits humains](#)

Avec talent, Sheila Jeffreys examine la croissance des industries du sexe au niveau mondial et rend compte de leurs effets dommageables sur les femmes et les fillettes qui y sont exploitées ainsi que sur les relations entre les sexes. Cet essai universitaire de haute volée a la qualité d'être écrit pour que tous et toutes, spécialistes comme non-spécialistes, puissent comprendre non seulement les raisons de cette croissance importante, mais également les débats qui, depuis les années 1980, divisent les universitaires, y compris celles se réclamant du féminisme, sur ce qu'est la prostitution et sur les politiques à promouvoir pour l'abolir ou pour cautionner son expansion.

Sheila Jeffreys vit et travaille en Australie, pays dont plusieurs États et un territoire ont légalisé le proxénétisme et réglementé la prostitution. Elle est à même de tirer un bilan de cette normalisation de l'exploitation sexuelle des femmes. Elle couvre également une région — les îles du Pacifique Sud — dont on n'est que très peu informé en Amérique, où des transformations majeures dans les mœurs chez les peuples autochtones, notamment en termes d'essor de la violence sexuelle, sont dues, selon des recherches récentes, à l'envahissement pornographique rapide et à la banalisation de la prostitution. [...]

L'auteure fait des liens, à l'occasion inédits, entre les différents secteurs des industries du sexe et certaines pratiques « culturelles » patriarcales. Elle donne des explications éclairantes. Elle polémique avec force avec le courant féministe libéral pro-prostitution ou « pro-travail du sexe ». Elle déconstruit avec efficacité son discours manipulateur qui est, dans cette ère néolibérale, à la fois séduisant et mensonger (nous y reviendrons). Enfin, elle propose quelques pistes pour combattre l'industrie mondiale du sexe.

Ses analyses s'appuient sur une somme de recherches universitaires impressionnante.

## **Une hypothèse à fouiller**

Avant les années 1980, les féministes analysaient la prostitution comme une institution d'oppression des femmes, de toutes les femmes, et non seulement de celles qui étaient prostituées. Selon Jeffreys, jusqu'à la fin des années 1970, il y avait également un consensus au niveau des gouvernements et des organisations internationales contre la légalisation du proxénétisme et l'organisation (réglementation) par les États de la prostitution. Ces consensus ont pris fin à la suite des « révolutions conservatrices » qui ont permis aux politiques néolibérales de triompher, ce qui évidemment a eu des conséquences majeures dans les sociétés. Le *business* de la prostitution en bordels était légalisé dans différents pays capitalistes développés, les clubs de danse nue devenaient des industries banales de loisir et de divertissement, et la pornographie était promue par des multinationales comme General Motors, qui y trouvaient une source de profits non négligeable. L'activité proxénète était transformée en un « *secteur marchand profitable* » tandis que les maquereaux devenaient des hommes d'affaires respectables « *pouvant adhérer au Rotary Club* » (p. 2).

### ***Ces transformations radicales profitaient au crime organisé qui, depuis, fait des affaires d'or .***

Jeffreys constate une industrialisation et une mondialisation de la prostitution. La traite à des fins de prostitution et le tourisme de prostitution ne sont que des facettes de l'industrialisation mondialisée de la prostitution. Cette industrialisation a plusieurs racines, dont les guerres. La soumission sexuelle des femmes aux soldats et l'exploitation de leur prostitution par les armées ont créé les infrastructures prostitutionnelles en Asie et en Europe, notamment dans l'ex-Yougoslavie, sur lesquelles ont prospéré l'industrie de la prostitution et ses extensions internationales : la traite à des fins d'exploitation sexuelle et le tourisme de prostitution (chap. 5). Les politiques néolibérales du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale sont l'autre racine de l'expansion sans précédent de la prostitution. Dans tous les cas, il n'y aurait pas eu une telle expansion si on n'observait pas dans les sociétés un retour en force des pratiques patriarcales, dont la prostitution d'autrui n'est qu'une expression.

Une hypothèse avancée dans cet ouvrage mérite une attention particulière. S'appuyant sur différentes recherches, Jeffreys émet l'idée que le décollage économique capitaliste du Japon (accumulation première du capital) est en partie lié à l'exploitation sexuelle des femmes par un système florissant de prostitution dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce qui permet également d'expliquer l'ampleur de la prostitution dans ses colonies (Corée et Taiwan) pour « satisfaire » ses ressortissants, et le phénomène pendant la guerre du Pacifique, dans tous les pays conquis, des « femmes de réconfort » au profit des officiers et des soldats japonais, ainsi que l'organisation massive de la prostitution des Japonaises au profit des troupes états-uniennes d'occupation à partir de 1945. Aujourd'hui encore, la prostitution représente environ 3 % de produit national brut (PNB) du Japon.

Dans les années 1970-1980, des économistes tentaient de comprendre l'essor industriel de la Corée du Sud, de Taïwan, de Hongkong et de Singapour (les petits dragons de l'Asie). Ils concluaient que les traits culturels propres à ces pays permettaient seuls de saisir ce décollage singulier, ce qui est une explication fort peu convaincante. En aucun temps, les rapports de sexe n'étaient intégrés à leur analyse. L'industrie de la prostitution, source d'accumulation de capital, y était pourtant très importante — en Corée du Sud, elle a représenté jusqu'à 5 % du PNB. L'hypothèse d'une accumulation primitive de capital par l'exploitation sexuelle massive des femmes et des fillettes explique peut-être davantage l'essor industriel de ces pays que des traits culturels plus ou moins bien définis et fort variables.

Or, ce modèle d'accumulation a été reproduit par d'autres pays asiatiques, ceux notamment qui ont servi de bases aux troupes états-uniennes dans la guerre contre le « communisme » vietnamien. C'est notamment le cas de la Thaïlande et des Philippines. Il faut sacrifier une génération de femmes au profit du développement économique, affirmait un Premier ministre thaï. Ce que relayait à leur façon les organismes internationaux comme le FMI et la Banque mondiale, qui étaient à tout le moins complices sinon générateurs de ce type de « développement économique », et d'autres organisations comme l'Organisation internationale du travail qui, dès 1998, recommandait dans un rapport sur les pays du Sud-Est asiatiques la reconnaissance officielle de la prostitution comme une activité lucrative comme une autre. Depuis, l'OIT ne prend en compte la traite des êtres humains que lorsqu'elle implique un « travail forcé », la prostitution « forcée » étant une forme de « travail forcé ». Ce sont donc les modalités de la traite qui sont mises en évidence, non ses buts. Ce qui a pour conséquence de minorer l'ampleur de la traite des humains à des fins de prostitution.

## Déconstruction

Au-delà de l'analyse des différents secteurs exploitant sexuellement les femmes et les fillettes, Jeffreys échafaude ses thèses en déconstruisant systématiquement les arguments des organisations et de leurs alliées universitaires qui sont favorables à la prostitution d'autrui et qui la réduisent à un travail choisi rationnellement et librement, dont les seules conséquences nuisibles seraient les infections sexuellement transmissibles (IST) et l'usage de la force. La reconnaissance de la prostitution au titre de travail comme un autre permettrait de façon magique d'éliminer de pareilles conséquences. Ne sont pas prises en compte, chez les avocat·e·s de la prostitution d'autrui, les multiples conséquences pour la santé physique et mentale de l'activité prostitutionnelle. Pourtant, ces conséquences sont fort bien documentées. Tout comme est passé sous silence le fait que le recrutement dans la prostitution s'effectue très majoritairement à un âge mineur, ce qui met à mal l'idée d'un choix libre et rationnel.

Jeffreys connaît de façon approfondie la littérature produite en langue anglaise par les avocat·e·s de la prostitution d'autrui. Elle discute de façon intelligente leurs propos et montre les faiblesses de leurs analyses, si ce n'est leur négation de la réalité des dommages intrinsèques causés par l'exploitation sexuelle quotidienne. Elle discute de façon éclairante des euphémismes qui sont devenus des pivots centraux de ce courant, dont le concept de « stigmatisation » (stigma en anglais). Elle explique que cette idée suggère que les dommages causés dans la prostitution sont le fait non pas de sa pratique quotidienne, mais des attitudes négatives qui stigmatisent l'activité et les femmes prostituées. Autrement dit, les dommages pour la santé des femmes prostituées ne sont pas dus aux proxénètes et aux proxétueurs [clients des prostituées ; on trouve aussi proxétueurs, ndlr] qui les exploitent en tant que marchandises, mais seraient le résultat de la stigmatisation sociale (p. 167-169). Une normalisation de la prostitution en tant que travail résoudrait ces problèmes. Cette normalisation légaliserait le proxénétisme et conférerait aux proxétueurs une impunité totale, ce qui leur donnerait un pouvoir légitime accru. En réduisant la question des dommages pour la santé des personnes prostituées à la stigmatisation, on met de côté les rapports de domination en faveur des hommes, qu'ils soient proxénètes ou proxétueurs, qui s'exercent dans la prostitution au profit — ce qui est très grave — d'un renforcement de leur pouvoir. D'où la négation par les féministes libérales de ce courant de la prostitution en tant qu'institution d'oppression des femmes. [...]

## Droits humains

Jeffreys propose de comprendre l'exploitation sexuelle comme une atteinte aux droits humains fondamentaux. Elle montre que ces pratiques vont à l'encontre desdits droits. Elle met en évidence

le modèle suédois qui, depuis son adoption, essaime un peu partout dans le monde, de la Norvège à l'Afrique du Sud. Ce modèle analyse la prostitution comme une violence faite aux femmes. Conséquemment, les femmes prostituées ont accès à tous les services existants pour les femmes victimes de violence. Elles ont accès également à des services pour quitter la prostitution, ce qui est pratiquement inexistant dans les autres pays, notamment dans ceux qui considèrent cette activité comme un travail comme un autre. L'autre originalité de ce modèle est la pénalisation des proxénètes. Ils sont considérés responsables de la prostitution d'autrui et donc coupables de violence prostitutionnelle. Enfin, des moyens importants d'information publique en général et dans les écoles en particulier ont été mis en œuvre. Ils ont eu pour effet non seulement un appui généralisé de la population suédoise à la loi, mais surtout un frein substantiel du recrutement des jeunes filles comme prostituées et des jeunes hommes comme proxénètes.

Pour Sheila Jeffreys, la prostitution est une pratique culturelle dommageable et nuisible (cultural harmful practice). Elle doit donc être abolie et non pas être aménagée au profit des proxénètes et des prostituées. C'est, en effet, la seule voie possible d'émancipation.

---

## **P.-S.**

\* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°144 (19/03/2009), p. 9-10.

\* Richard Poulin est sociologue.

---

## **Notes**

[1] Sheila Jeffreys, *The Industrial Vagina. The Political Economy of the Global Sex Trade*, Routledge, 2009.